

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 30 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **30 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MARGERIE-HANCOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 24 mai 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER (à partir de 18h30), DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. DELCOMBEL, Mme FELICETTI, M. LANTERNAT, Mmes ROYER (suppléante de M. COLLOT), ARMANETTI, MM. MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENY, M. MOULIN, Mme GEOFFROY, M. GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET (jusqu'à 20h15), PASSINHAS, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, MM. BEAUJOIN, CARDOSO, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. DUCHÊNE (à partir de 18h35), EL GHALLOUSSI (à partir de 18h20).

**Absents excusés** : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, MATHIEU, DESCHAMPS, MM. MALOU, CASTAGNA, NOBLET, COQUIN, BONETTI, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme JACQUEMOT, M. HMISSI, Mme BERTIN, M. ERRE.

**Absents** : MM. NICOULEAUD, TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ M. MATHIEU, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. NOBLET, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Romain DESANLIS.

## EAU - ASSAINISSEMENT

### AVENANT N°3 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC « ASSAINISSEMENT »

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre FORMET

La gestion du service public assainissement est confiée à la société VEOLIA EAU – CGE dans le cadre d'une convention de délégation de service public entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une durée de 8 ans et 6 mois, et déjà modifiée par 2 avenants.

Un audit portant sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021 a été réalisé par le bureau d'études Bert Consultant pour analyser les prestations rendues par notre délégataire.

Il s'est avéré que celui-ci a manqué à plusieurs engagements contractuels.

Le présent avenant a pour objet d'introduire les conditions et modalités d'application des points suivants :

**- l'apurement des manquements aux engagements et obligations contractuels du délégataire sanctionné par certaines pénalités contractuelles :**

Suite à la mise en exergue des manquements et en concertation avec le délégataire, le montant des pénalités en faveur de la C.C.V.C.D. s'élève à 62.544,67 € H.T.. Cette somme sera versée sur le compte de la C.C.V.C.D..

**- la précision de l'engagement du délégataire vis-à-vis de la réalisation des enquêtes de conformité :**

Le délégataire doit transmettre le programme des enquêtes de conformité dans un délai d'un mois suite à la prise d'effet du présent avenant.

**- la précision du programme de curage du délégataire :**

Le dernier alinéa de l'article 38.2 du contrat relatif au programme de curage est modifié. Le délégataire fournit à la CCVCD, pour accord, une programmation des opérations de curage.

Cette programmation comportera une liste de rues avec dates, contraintes de circulation ou autre, etc...

**- l'intégration dans le SIG des branchements neufs et renouvelés en classe A :**

L'article 19.2 du contrat est modifié en intégrant le géoréférencement des branchements neufs ou renouvelés en classe A.

**- la précision des obligations du délégataire en matière de travaux de réparation des clôtures :**

Une précision est apportée à l'article 43.2.1 du contrat sur le linéaire et la zone d'intervention en cas de réparation de clôture. En effet, le délégataire assurera un entretien régulier pour ne pas atteindre la limite des 10 mètres. Cette limite s'applique sur une zone ponctuelle et non pour l'ensemble d'un site.

**- L'amélioration du suivi d'exploitation par l'E.P.C.I. :**

Des points spécifiques ont été précisés afin d'améliorer le suivi pour l'exploitation :

- procédure de validation avant envoi à la DDT ;
- amélioration du reporting dans les tableaux de bord ;
- transmission des données d'évènement particulier suite à déclenchement d'alarme ;
- transmission de jeux de plans papier avant le 31/01 de chaque année ;
- remise en place des paniers de dégrillage en fin de contrat.

Il est donc nécessaire d'acter l'ensemble des points susvisés par le biais du présent avenant en application des dispositions des articles L.3135-1 5° et R.3135-7 à R.3135-8 du code de la commande publique (C.C.P.)

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et 1411-6,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 21 mai 2024,

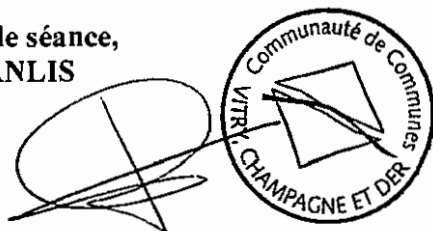
Il vous est demandé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ adopter l'avenant n°3 à la convention de délégation de service public assainissement en cours conclue entre VEOLIA EAU CGE et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER ;

2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant et tout document y afférant.

La délibération est adoptée  
à l'unanimité des membres  
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,  
Romain DESANLIS



POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET

A handwritten signature of Jean-Pierre BOUQUET is written below the text 'POUR EXTRAIT CONFORME, LE PRESIDENT, Jean-Pierre BOUQUET'.

Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 JUIN 2024  
et de la publication le 1 JUIN 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER : Séance du Conseil de Communauté du 30 mai 2024



# Affermage du service public d'Assainissement Collectif

*Territoire des communes de Blacy, Blaise-sous-Arzillières, Courdemanges,  
Couvrot, Drouilly, Frignicourt, Marolles, Pringy, Songy, Soulanges, Vitry-le-  
François et ZAE de la Haute Voie à Loisy-sur-Marne*

## AVENANT N°3

Entre :

La Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, dûment autorisé par délibération en date du....., transmise en préfecture le ..... à signer le présent avenant, ci-après dénommée « la Collectivité »,

**D'une part,**

Et :

VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par Actions au capital de 2 207 287 340,98 dont le siège social est 21 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 025 526, représentée par Monsieur Jean-Philippe LABRUNA, en sa qualité de Directeur du Territoire Champagne-Ardenne, ci-après dénommée « le Délégué »,

**D'autre part,**

**ci-après dénommées ensemble par « les Parties »,**

## **ÉTANT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :**

La Collectivité est l'autorité compétente en matière d'assainissement collectif sur son territoire. La gestion de ce service public a été confiée au Délégataire par un contrat d'affermage entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une durée de huit (8) ans et six (6) mois et modifié par deux (2) avenants.

### **Le présent avenant a pour objet :**

- 1) L'apurement des manquements aux engagements et obligations contractuels du Délégataire sanctionné par certaines pénalités contractuelles,
- 2) La précision de l'engagement du Délégataire vis-à-vis de la réalisation des enquêtes de conformité,
- 3) La précision le programme de curage du Délégataire,
- 4) L'intégration dans le SIG les branchements neufs et renouvelés en classe A,
- 5) La précision des obligations du Délégataire en matière de travaux de réparation des clôtures,
- 6) L'amélioration du suivi d'exploitation par la Collectivité.

Les Parties conviennent d'introduire les conditions et modalités d'application de ces points dans le présent avenant.

En conséquence, les Parties ont convenu d'acter l'ensemble des points susvisés par le biais du présent avenant en application des dispositions des articles L.3135-1 5° et R.3135-7 à R.3135-8 du Code de la commande publique (CCP).

## **CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 -APUREMENT DES MANQUEMENTS AUX ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS DU DELEGATAIRE SANCTIONNES PAR DES PENALITES CONTRACTUELLES**

---

L'audit du Contrat, mené par la Collectivité et relatif à la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021, a mis en exergue des manquements du Délégataire dans l'exécution de certaines de ses obligations et/ou engagements contractuels.

Les manquements concernés spécifiquement par le présent article sont :

- L'indice de connaissance patrimoniale et de gestion des réseaux de collecte,
- La mise à jour de l'inventaire,
- L'application équivoque du coefficient de révision « K1 » suite à un changement d'indice.

Au titre de ces manquements, des pénalités contractuelles prévues à l'article 77 du Contrat sont applicables. Après analyse et après avoir entendu les arguments du Délégataire, les Parties s'accordent sur un montant total, en faveur de la Collectivité, de 62 544,67 € HT.

Le délégataire procèdera au paiement de ce montant avant la date butoir du 31 juillet 2024.

En cas de non-respect du délai de paiement, des pénalités sont applicables : toute somme non versée à la date prévue porte intérêt aux taux légal en vigueur majoré de 5 points. Ces stipulations valent jusqu'à apurement de la somme due.

Seul le remboursement total du montant financier revêt un caractère libératoire pour les seuls faits qu'il sanctionne soit pour les manquements cités au présent article.

## **ARTICLE 2 -ENQUETES DE CONFORMITE**

---

Les Parties conviennent de préciser l'engagement du Déléataire de l'article 25.2 du Contrat concernant la réalisation d'enquêtes de conformité.

Le Déléataire transmet, dans un délai d'un (1) mois à compter de la prise d'effet du présent avenant, une proposition de programme des enquêtes de conformité à réaliser sur la durée résiduelle du contrat.

Cette proposition doit être validée de manière expresse par la Collectivité sous 1 mois. La Collectivité peut ainsi approuver le programme présenté par le Déléataire ou proposer des modifications.

Le Déléataire assure le suivi de la réalisation des enquêtes dans le tableau de bord.

En cas de non-réalisation du nombre d'enquêtes prévues dans la proposition du Déléataire et validée par la Collectivité, le Déléataire verse à la Collectivité, en fin de contrat, une somme équivalente aux montants des enquêtes non-réalisées conformément au prix indiqué au bordereau des prix unitaires.

## **ARTICLE 3 - PROGRAMME DE CURAGE**

---

Le programme de curage du Fermier nécessite d'être précisé. Aussi, le dernier alinéa de l'article 38.2 est modifié comme suit :

*« Le Déléataire soumet à la Collectivité, pour accord, une programmation des opérations de curage préventif dans le cadre des réunions de suivi et des comités de pilotage, en réévaluant le taux d'avancement, par rapport à l'engagement contractuel depuis le début du contrat.*

*Le programme comporte une liste de rues avec : 1- Dates 2- Contraintes de circulation ou autres contingences de réalisation (travaux techniques, contraintes, ...). Le programme validé par la Collectivité ne peut être modifié sans validation préalable de cette dernière.*

*Le Déléataire intègre dans ces programmes le nettoyage de l'ensemble des ovoïdes et ceux, jusqu'au terme de contrat.*

*Le Déléataire confirme par courriel à la Collectivité, avec préavis minimal de huit jours, les lieux (nom de rue, adresse) et dates (demies-journées/journées) précis des interventions. »*

## **ARTICLE 4 -MISE A JOUR SIG**

---

Il convient d'intégrer au SIG, le géoréférencement des branchements neufs et renouvelés en classe A. Aussi, les Parties conviennent de compléter l'article 19.2 du Contrat est comme suit :

*« Le Déléataire intègre au SIG, en classe A (conformément à l'arrêté du 15 février 2012 modifié pour les travaux neufs), les branchements neufs y compris ceux qu'il n'a pas réalisés lui-même ainsi que les branchements renouvelés chaque année, de sorte que le 31 janvier N+1, le SIG soit à jour des travaux réalisés lors de l'année N.*

*Le SIG est mis à jour de manière continue la dernière année du contrat de sorte que le SIG soit complet à l'échéance du contrat.*

*Le SIG est remis, complet, a minima annuellement.*

*Le Déléataire met à jour le SIG pour les branchements neufs ou renouvelés depuis la prise d'effet du contrat avant le 31 décembre 2024*

*La pénalité P3 -article 77.2 du contrat- s'applique en cas de mise à jour incomplète de la base de données SIG. »*

## **ARTICLE 5 - TRAVAUX D'ENTRETIEN DES CLOTURES**

---

La réfection des clôtures sur une longueur inférieure ou égale à 10 mètres, à la charge du Déléataire en application de l'article 43.2.1, point c) est précisé comme suit :

*« Le Déléataire assure un entretien régulier pour ne pas atteindre la limite des 10 mètres. Cette limite s'applique pour une zone ponctuelle et non pour l'ensemble du site. »*

## **ARTICLE 6 - AMELIORATION DU SUIVI D'EXPLOITATION**

---

### **6.1 Procédure de validation avant envoi Police de l'Eau**

Une procédure de validation est mise en place entre le Déléataire et la Collectivité pour les documents devant être transmis à la Police de l'Eau.

Le Déléataire met en place un rétroplanning pour chaque type de document et tableau de suivi des envois avec ou sans validation de tous les documents adressés à la Police de l'Eau.

### **6.2 Complétude du reporting dans le tableau de bord**

L'article 69 du Contrat est complété comme suit :

*« De manière générale, l'ensemble des données nécessaires au suivi des engagements est renseigné dans le tableau de bord par le Déléataire.*

*Le Déléataire veille à ce que les données semestrielles renseignées dans le tableau de bord soient calculables (notamment le linéaire de curage et le taux d'avancement par rapport à l'engagement contractuel).*

*Concernant plus particulièrement les passages caméras, le Déléataire réalise un tableau récapitulatif des ITV tenu à jour selon résorption des défauts relevés et hiérarchisation des travaux en distinguant ceux à la charge du Déléataire de ceux à la charge de la Collectivité.*

*Le Déléataire renseigne les interventions sur réseaux et sur ouvrages. »*



### 6.3 Historique des alarmes et dates de résolution

Le Délégué transmet sur demande l'horodatage d'un événement particulier. Le Délégué indique le coût lié à un accès en temps réel sur les alarmes pour mise en place le cas échéant, après accord de la Collectivité

### 6.4 Exemplaires papiers des plans

L'alinéa 5 de l'article 18.2 est modifié comme suit :

*« En complément et sur demande expresse de la Collectivité, le Délégué remet à la Collectivité, le 31 janvier de chaque année, un jeu de plans sur support papier, à l'échelle entre 1/1 000<sup>e</sup> et 1/5 000<sup>e</sup>. »*

### 6.5 Paniers de dégrillage retirés par le Délégué

Les paniers de dégrillage retirés par le Délégué sont remis en place par ce dernier en fin de contrat, sauf accord express de la Collectivité.

## ARTICLE 7 - STIPULATIONS GÉNÉRALES

Toutes les autres stipulations du contrat initial et de ses avenants, non expressément modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

## ARTICLE 8 - PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification au Délégué sous réserve que les mesures pour le rendre exécutoire aient été mises en œuvre.

Fait à ..., le .....

Pour la Collectivité	Pour Délégué
Le Président Jean-Pierre BOUQUET	Le Directeur du Territoire, ..... Jean-Philippe LABRUNA .....
A	A Epernay,
Le	Le 03/05/2024
	VEOLIA EAU CGE 2 avenue du Vercors CS 20177 51206 EPERNAY CEDEX